

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 VALENCE

Valence, le 09/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHEDDITE FRANCE S.A**

99, Route de Lyon- BP112  
26501 Bourg-lès-Valence

Référence : 20231004-RAP-DAEN0932  
Code AIOT : 0006102526

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2023 dans l'établissement CHEDDITE FRANCE S.A implanté 99, Route de Lyon BP112 26501 Bourg-lès-Valence. L'inspection a été annoncée le 30/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHEDDITE FRANCE S.A
- 99, Route de Lyon BP112 26501 Bourg-lès-Valence
- Code AIOT : 0006102526
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHEDDITE est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de munitions de chasse et de sport. Son actionnaire principal est SOFISPORT. Elle fabrique des douilles et des

amorçages. Elle fabrique également des cartouches (amorçage + douille + poudre). Les amorces contenant le mélange pyrotechnique sont fabriquées sur le site de Clérieux. Sur le site de Bourg-lès-Valence, datant de 1936, sont fabriqués les tubes des douilles plastiques (extrusion) ou cartons, les culots métalliques par emboutissage, les chambres en acier des amorçages (traitement de surface atelier tonneau et emboutissage). Des amorces et des cartouches chargées sont également stockées sur site.

L'inspection a inspecté les stockages pyrotechniques.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de l'inspection précédente non clôturées
- risques accidentels
- rejets aqueux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
NC5_2020 – Etanchéité des réseaux	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.2.3	Avec suites, lettre de suite	lettre de suite	31/12/2026
NC5_2023 - MMR cuve propane	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 9.9	/	lettre de suite	31/12/2023
NC1_2023 - Stockages pyrotechniques n°10/86	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 9.8.6	/	lettre de suite	31/01/2024
NC2_2023 – Stockages pyrotechniques n°59:54 et 67	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 9.8.6	/	lettre de suite	31/08/2024
NC3_2023 – Parois de recoupement coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 8.3.2.	/	lettre de suite	31/12/2023
NC4_2023 – état rétention TS	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.5	/	lettre de suite	31/08/2024

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
NC2_2022 – Recalage	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.5.2	Avec suites, lettre de suite
NC1_2022 – Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Avec suites, lettre de suite
NC4_2021 – Détection	Arrêté Préfectoral du	Avec suites, lettre de suite

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
incendie	05/07/2023, article 8.7.3.1.	
Stockages pyrotechniques	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 9.8.6	/
Quantités pyrotechniques	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 9.8.6	/
Autosurveillance de rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.2.2	/
Fréquence d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.5	/

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de mise en conformité du site sur la partie incendie sont toujours en cours (réfection des réseaux pour la rétention, recoupement coupe-feu). La détection incendie est finalisée. La protection de la cuve de propane est effective.

Les rejets aqueux sont conformes.

### 2-4) Fiches de constats

NC5\_2020 – Etanchéité des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/10/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : lettre de suite</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2026</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. Lorsque cette condition ne peut être respectée en raison des caractéristiques des produits transportés, les réseaux de collecte doivent être visitables ou explorables par tout autre moyen.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Constats lors de la visite de 2020 :</p> <p>L'exploitant n'a pas justifié de l'étanchéité des égouts. Il envisage d'utiliser pour partie ces réseaux pour la rétention des eaux d'incendie. L'exploitant doit justifier de l'étanchéité des égouts.</p>

<p>Par courriel du 19/11/2020, l'exploitant a transmis le rapport du 03/11/2020 sur l'état des réseaux. Le collecteur principal n'est pas étanche (absence de radier, lit de cailloux, fissure longitudinale) et des hydrocarbures sont présents. L'exploitant indique qu'un nettoyage des hydrocarbures est prévu.</p> <p>L'exploitant doit transmettre le plan d'actions de remise en état des réseaux d'eaux d'ici le 31/01/2021.</p> <p>Par courriel du 29/01/2021, l'exploitant a transmis un bon de commande pour une intervention de curage S15/2021.</p> <p>Lors de la visite du 14/09/2021, l'exploitant indique qu'une étude de faisabilité de la réfection de l'ensemble des réseaux et de la création des bassins de rétention des 990 m<sup>3</sup> d'eaux d'incendie est en cours par la société EGCTP. Il précise que ces travaux ne peuvent se dérouler qu'en dehors des périodes ouvrées pendant les 3 semaines d'arrêt au mois d'août et qu'il faudrait donc 5 à 6 ans afin que l'ensemble des travaux puissent être menés. Les montants s'élèvent à plusieurs millions d'euros et plusieurs appels d'offre doivent être effectués. Il est envisagé de faire des réseaux séparatifs eaux pluviales/eaux industrielles.</p> <p>Un échéancier de travaux sur l'ensemble des réseaux doit être transmis pour le 31/03/2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant la partie du réseau du traitement de surface entre SRR1 et SRR2, la mise en demeure du 19/10/2021 a été respectée.</p> <p>Concernant les autres parties du réseau, par courrier du 15/04/2022, l'exploitant s'est engagé à faire les travaux en août 2022 (air de retournement des camions, mise en place des 2 citernes de 500 m<sup>3</sup>), 2023 (réalisation de 300 ml de canalisations), 2024 (300 ml de canalisations), 2025 (350 ml de canalisations), 2026 (250 ml de canalisations). A l'oral, l'exploitant s'est engagé à mettre en place les vannes martellières en 2022.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique qu'en août 2022, des travaux ont été menés sur la partie parking/aire de retournement des camions. Une deuxième tranche de travaux pour la pose des 3 citernes de 300 m<sup>3</sup>, le raccordement de l'atelier extrusion et la pose des vannes martellières est prévue pour d'ici fin 2022. L'exploitant a présenté les bons de commande du 31/08/2022 pour ces travaux.</p> <p>Lors de la visite du 19/09/2023, l'exploitant a indiqué et justifié de la réfection de 300 ml de réseaux d'eau pluviales sur la partie Sud-Est du site (raccordement des eaux de toiture à finaliser d'ici 1<sup>er</sup> trimestre 2024) (vu facture de LIOTARD du 28/08/2023). Les deux vannes martellières sont en place. A ce jour, elles ne sont pas opérationnelles. L'exploitant indique qu'elles seront asservies à la détection incendie. Il convient que l'exploitant prévoit également la mise en œuvre manuelle ou le secours électrique en cas de coupure d'électricité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> lettre de suite</p>

NC2\_2022 – Recalage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de recalage</p>

<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/10/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : lettre de suite</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2022</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures comparatives mentionnées à l'article 2.7.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :</p> <p>Paramètre : Débit, pH, Température</p> <p>Fréquence : Annuelle</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constats lors de la visite de 2022 :</p> <p>Le dernier contrôle inopiné du 19/09/2022 procède au contrôle de recalage pour le débitmètre uniquement.</p> <p>L'exploitant n'a pas justifié du contrôle de recalage pour le pHmètre et la température.</p> <p>Par courrier du 29/11/2022, l'exploitant a transmis le rapport du contrôle inopiné du 19/09/2022 où le contrôle de recalage du pH et de la température a été réalisé.</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/10/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : lettre de suite</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2022</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constats lors de la visite de 2022 :</p> <p>L'exploitant a transmis l'accréditation COFRAC du laboratoire WESSLING de St Quentin en Fallavier. Les analyses ne sont pas menées sur ce laboratoire.</p> <p>Il doit transmettre les accréditations de WESSLING Altenberge (Allemagne) pour le Benzotriazole et de WESSLING Lyon pour les autres paramètres.</p> <p>Par courrier du 09/11/2022, l'exploitant transmet l'attestation d'accréditation du laboratoire WESSLING Lyon pour les paramètres analysés. Cependant, l'exploitant indique que pour le Benzotriazole, le laboratoire WESSLING Altenberg ne dispose pas d'accréditation COFRAC. L'exploitant précise que lors du contrôle inopiné de 2022, le laboratoire CERECO n'était également pas accrédité COFRAC pour ce paramètre.</p> <p>Ce paramètre n'est pas spécifié dans l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement version 22/02/2022. Aussi, l'inspection n'a pas de remarque sur ce point.</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 8.7.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : lettre de suite
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023

**Prescription contrôlée :**

Dans les bâtiments 13, 14, 18, 19, 67, 54-59, 10-86, 99, atelier emboutissage, bâtiment traitement de surface, bâtiment atelier extrusion, locaux de maintenance, stockages annexes (colorants), un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur et correctement dimensionné est mis en place. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.

Constats lors de la visite de 2021 :

Un échéancier précis, zone par zone, des travaux doit être transmis. Une priorité doit être mise sur les stockages pyrotechniques.

Délai : 31/10/2021

L'échéancier de travaux a été transmis le 25/11/2021.

L'exploitant a présenté le PV du 11/02/2022 indiquant que la partie emboutissage, magasins Nord (Unifrance/Décathlon), stocks huile/palettes, traitement de surface sont équipés d'une détection incendie. Le PV du 07/09/2022 indique que la partie Extrusion, stockage d'amorçages, magasin 10/86 et magasin étuis sont également équipés.

Constats lors de la visite de 2022 :

Les bâtiments de stockage pyrotechniques ne disposent pas d'un système de détection incendie. L'exploitant indique que les travaux sont prévus en plusieurs tranches jusqu'à fin 2023.

L'exploitant doit mettre en place des dispositifs de détection incendie

Délai : 31/12/2023

**Constats :**

L'exploitant a présenté le procès-verbal du 18/08/2023 pour la réception de la détection incendie dans les bâtiments atelier montage, maintenance et n°61.

La centrale de commande de la détection est en service.

L'exploitant a répondu à la demande.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 9.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extinction
<b>Prescription contrôlée :</b> Deux mesures de maîtrise du risque sont mises en place sur le site : [...] • détection incendie avec activation d'un système de refroidissement de la cuve de propane. Les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir un niveau de confiance 1.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le procès-verbal de réception de la société DESAUTEL du 03/08/2022 pour la mise en service du système de déluge sur la cuve de propane.  Un test de déclenchement de l'arrosage a été réalisé avec succès (par vanne manuelle).  L'exploitant doit justifier de la cohérence de cinétique de déclenchement du système déluge sur la cuve de propane avec la cinétique du phénomène dangereux d'ici le <b>31/12/2023</b> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 9.8.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Aucune substance pyrotechnique n'est stockée dans les bâtiments n° 76/77, 79 et 84.  [...] Le bâtiment 10/86 est constitué d'une structure R60. Le plafond du rez-de-chaussée est REI 120. Les parois du bâtiment sont EI60. Il n'y a aucune ouverture vitrée du côté Est du bâtiment 10/86 sur la partie au rez-de-chaussée. Les stockages d'amorçages et douilles amorcées sont effectués à 0,5 m de la paroi Est du site.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté qu'il n'y a pas de substances pyrotechniques dans les bâtiments n° 76/77, 79 et 84.  Le bâtiment 10/86 dispose d'une structure en béton armé qui soutient les deux étages supérieurs. Le plafond du rez-de-chaussée en en béton.  Les parois vitrées côté Est du bâtiment 10:86 sont toujours présentes. L'exploitant indique que le chantier sera terminé pour la fin d'année (commande passée auprès du maçon). L'exploitant transmettra des photos de la paroi Est du bâtiment 10/86 d'ici le <b>31/01/2024</b> .  Les produits pyrotechniques ne sont pas stockés à 0,5 m de la paroi Est du bâtiment 10/86. Un chantier est en cours afin de mettre des butées pour que les stockages ne soient pas le long de la paroi. L'exploitant s'est engagé à ce que cela soit terminé pour la fin 2023. Par courriel du 21/09/2023, l'exploitant a transmis des photos avec le déport de 0,5 m du stockage. Ce point est donc mis en conformité.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 9.8.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Le local 59/54 est constitué de parois REI60.  Le local 67 est constitué d'une structure R30 et de parois EI60. Les stockages sont situés à 22,5 m de la paroi Est du site.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas justifié que les parois du local 59/54 sont REI60, ni que la structure du local 67 est R30 munie de parois EI60.  Il doit justifier de la résistance au feu des parois des locaux 59/54 et 67 d'ici le <b>31/08/2024</b> .  Les stockages pyrotechniques du bâtiment 67 sont à plus de 22,5 m de la paroi Est du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> lettre de suite

#### Stockages pyrotechniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 9.8.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux de stockage de produits pyrotechniques ne sont pas utilisés à des fins autres que lesdits stockages ; ils sont débarrassés de toute accumulation de matières combustibles telles que étagères en bois,...
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence d'une dizaine de cartons de douilles plastiques non amorcées (non pyrotechnique) dans le bâtiment 67.  L'exploitant s'est engagé à supprimer ces cartons du bâtiment 67. Par courriel du 21/09/2023, l'exploitant a transmis des photos des racks vides et indique avoir fait un rappel des consignes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### Quantités pyrotechniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 9.8.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> n° bâtiment pyrotechnique / Quantité maximale en kg de matière active stockée / Type de produits / Hauteur maximale de stockage n°18 : 617 kg de MA / Amorçages n°10/86 : 1 300 kg de MA / Douilles + Amorçages / 4,5 m n°19 : 195 kg de MA / Douilles + Amorçages

n°59 : 112 kg de MA /Douilles Cartouches + Amorçages / 1,5 m n°54 : 2 230 kg de MA / Douilles Cartouches + Amorçages / 1,5 m n°14 : 325 kg de MA (rubrique 4220) + 562 kg de MA (rubrique 4210) / Amorçages Douilles n°67 : 3 345 kg de MA / Douilles + Cartouches + Amorçages / 5 m
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un état des stocks des produits pyrotechniques. Les quantités présentes sont toutes inférieures au maximum autorisé.  Les hauteurs maximales de stockage des produits pyrotechniques sont respectées pour le bâtiment 10/86 et 67.  La hauteur maximale dans le bâtiment 54/59 n'est pas respectée (environ 2,2 m). Par courriel du 21/09/2023, l'exploitant indique que les modélisations ont été faites avec le type de palettes majorantes (cartouches). Des douilles étaient présentes le jour de la visite (moins de présence de plastiques que pour les cartouches). L'inspection considère qu'il n'y a pas de non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

NC3\_2023 – Parois de recoupement coupe-feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 8.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les parois 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 mentionnées au plan en annexe I du présent arrêté sont de degré coupe-feu 2h. L'exploitant dispose des éléments justifiant du degré coupe-feu de ces parois.
<b>Constats :</b> Paroi 1 : l'exploitant indique qu'un chaînage béton est à faire. Il est prévu pour la fin de l'année => justificatifs à envoyer pour le 31/03/2024.  Parois 3/6/8 : des portes coupe-feu sont à mettre en place. Le bon de commande du 21/06/2023 et le devis du 01/06/2023 de la société PORTALP ont été présentés. L'exploitant indique que ces travaux ne peuvent être menés qu'en période d'arrêt de production => justificatifs à transmettre pour le 31/08/2024.  Paroi 4 : elle sépare en deux le bâtiment 10/86. Des trous sont présents dans la paroi et il n'y a pas de porte coupe-feu dans la zone de passage. L'exploitant indique que son bureau d'études ne lui a pas indiqué que des travaux étaient à mener sur cette paroi (rapport à l'appui). <b>L'exploitant doit transmettre son plan d'actions d'ici le 31/12/2023.</b>  Paroi 7 : elle sépare le traitement de surface de la partie emboutissage. Elle ne comporte pas de porte coupe-feu et le rapport présenté par l'exploitant indique « une résistance au feu présumée supérieure à 2 h ». L'exploitant indique que son bureau d'études ne lui a pas indiqué que des travaux étaient à mener sur cette paroi (rapport à l'appui). L'exploitant doit transmettre son plan d'actions d'ici le <b>31/12/2023</b> .  Parois 5/9/10 : l'exploitant indique que des travaux de renforcement ont été menés (justificatifs à l'appui : attestation de travaux EGC TP du 08/08/2023). Cependant, lors de la visite, l'inspection a

constaté la présence d'une structure métallique pour la paroi 10 (bâtiment 84). Celle-ci n'est pas floquée. A priori, sans flochage, le degré coupe-feu d'une structure métallique ne peut être de 2 h. L'exploitant doit transmettre son plan d'actions et faire confirmer ou infirmer le degré coupe-feu des parois 5/9/10 par un bureau d'études compétent d'ici le 31/12/2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** lettre de suite

## Autosurveillance de rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré après traitement approprié des effluents, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Voir arrêté pour les valeurs
<b>Constats :</b> L'inspection a vérifié les déclarations GIDAF de novembre 2022 à juillet 2023. Les résultats sont conformes aux VLE et flux limites. Seul un dépassement est à noter en concentration de DCO et DBO <sub>5</sub> en janvier 2023. Un plan d'actions a été mis en place (curage du canal de rejet + analyses de DCO renforcées) et le dépassement n'est pas réapparu en février 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Fréquence d'autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre : voir arrêté
<b>Constats :</b> Les déclarations dans GIDAF indiquent que les fréquences d'autosurveillance sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## NC4\_2023 – état rétention TS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : — la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ; — la fréquence de vérification des dispositifs contribuant directement à la sécurité des installations ou à la protection de l'environnement ; [...] — la vérification périodique prévoit le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, (thermoplongeurs, rétentions, canalisations, etc.) Les modalités de contrôle des paramètres de fonctionnement sont définies par un préposé dûment formé.

Le bon état des cuves de traitement, de leurs annexes, des stockages de solutions concentrées et des tuyauteries est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à 3 semaines et au moins une fois par an.

L'exploitant doit s'assurer fréquemment que les systèmes de rétention sont vides.

Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

**Constats :**

La partie de la rétention située sous les cuves de traitement présente une accumulation de matières solides. Cela ne permet pas la vérification du bon état de la rétention sur cette zone.

L'exploitant indique ne pas vérifier périodiquement l'état de la rétention dans cette zone, car elle n'est pas exposée aux chocs et une résine est présente.

L'exploitant doit être en capacité de vérifier l'état de la rétention au moins une fois par an et lors de la suspension d'activité de l'atelier de plus de 3 semaines. **L'exploitant transmettra d'ici le 31/08/2024 le rapport de contrôle de l'état de la rétention**, y compris sous les cuves de traitement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** lettre de suite